

A portée de main, un « monde intelligent » sur le plan climatique

LA NATION N° 4838 / Jeudi 1^{er} Octobre 2009.

Dans un rapport intitulé « Un monde intelligent sur le plan climatique est à portée de main » que vient de publier la Banque mondiale, il est souligné que les pays en développement peuvent se replacer sur des trajectoires plus sobres en carbone en continuant de promouvoir leur développement et de réduire la pauvreté. Ceci à condition qu'ils reçoivent une aide financière et technique des pays à revenu élevé. Le rapport invite les pays à revenu élevé à agir promptement pour réduire le taux de carbone et stimuler par conséquent le développement des sources d'énergie différentes. C'est à ce prix qu'on peut faire face au phénomène de changements climatiques.

Par Edgard COUAO-ZOTTI

Les pays avancés, il faut l'avouer, sont responsables de l'essentiel des émissions de gaz à effet de serre. Ils doivent alors prendre immédiatement des mesures susceptibles d'atténuer les conséquences des changements climatiques. Cela permettra de créer les conditions d'un monde « intelligent sur le plan climatique ». L'une des mesures essentielles, selon le rapport, consistera à accroître considérablement les financements au titre de l'atténuation dans les pays en développement où les émissions augmenteront le plus à l'avenir.

« Les pays du monde entier doivent agir maintenant, agir ensemble et agir différemment face au changement climatique », explique le président de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick. « Les pays en développement sont touchés de manière disproportionnée par le changement climatique, c'est-à-dire par une crise dont ils ne sont nullement responsables et qu'ils sont les moins en mesure d'affronter. Il est donc absolument crucial de parvenir à un accord équitable à Copenhague. »

Les décisions prises aujourd'hui par les pays développés détermineront le climat de demain ainsi que les choix qui définiront l'avenir. Il est urgent que ces pays agissent ensemble. Car, aucune nation ne peut, seule, faire face aux enjeux indissociables du changement climatique. Une coopération à l'échelle mondiale est, on ne peut plus, nécessaire afin d'améliorer les rendements énergétiques et développer de nouvelles technologies. Aussi les pays doivent-ils avoir des visions prospectives et ne pas élaborer des plans sur la base du climat des années passées.

Les pays en développement sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques. Ce sont eux donc qui subiront la majeure partie des dommages, souligne le rapport qui précise que la plupart des populations des pays en développement vivent dans des sites géographiques exposés et dans des conditions économiques précaires. Elles ont des capacités financières et institutionnelles d'adaptation très limitées. D'où le devoir pour les pays développés, estime-t-on de réaffecter une part croissante de leur budget de développement à des interventions provoquées par des situations d'urgence d'origine climatique.

Dans le monde en développement, 1,6 milliard de personnes n'ont pas l'électricité. Les émissions moyennes par habitant ne sont qu'une fraction de celles des pays à revenu élevé. Ils sont appelés à développer considérablement leurs systèmes énergétiques, urbains et des transports ainsi que leur production agricole. Ce qui oblige à recourir à des technologies à forte

intensité de carbone. Par conséquent, ils produiront davantage de gaz à effet de serre et intensifieront encore plus le changement climatique. Le rapport note par ailleurs que l'application de technologies sobres en carbone et des meilleures pratiques actuelles pourrait abaisser fortement la consommation d'énergie et, partant, permettre de réaliser des économies. Il est donc possible de réduire 20 à 30 % la consommation d'énergie par le secteur industriel et le secteur de l'électricité, en amenuisant les empreintes carbone sans sacrifier la croissance. Aussi faudra-t-il éviter le déboisement pour préserver des bassins versants et protéger la biodiversité; les forêts étant des puits de carbone efficaces.

Par ailleurs, il faudra transformer les systèmes énergétiques mondiaux au cours des prochaines décennies. Des investissements dans la recherche et le développement de l'ordre de 100 à 700 milliards de dollars seront nécessaires chaque année,

« Les pays en développement devraient subir entre 75 et 80 % des coûts des dommages provoqués par les changements climatiques. Ils ont besoin d'obtenir de toute urgence une aide pour se préparer à faire face à des périodes de sécheresse, à des inondations et à l'élévation du niveau de la mer. Ils doivent également accroître leur productivité agricole, maîtriser la malnutrition et la maladie, et se doter d'infrastructures à l'épreuve du changement climatique», explique Justin Lin, économiste en chef et premier Vice-président de la Banque mondiale pour l'Économie du développement

Le réchauffement climatique complique davantage la problématique du développement. Or, dans ces pays en développement, une personne sur quatre a à peine 1,25 Dollar par jour pour vivre; plus d'un milliard d'êtres humains n'ont pas suffisamment à manger. Il faut alors « Trouver une riposte aux chocs climatiques qui compromettent le développement ». On estime donc que de nouvelles technologies énergétiques pourraient considérablement réduire les émissions de gaz à effet de serre et prévenir un changement climatique catastrophique. Pour ce faire, le rapport recommande une gestion rationnelle des exploitations agricoles, des forêts et ressources en eau.

« Ce dont il faut se réjouir, c'est qu'un monde intelligent sur le plan climatique est à portée de main si nous travaillons ensemble, maintenant, pour surmonter l'inertie, maintenir les coûts à un niveau faible et modifier nos systèmes énergétiques, alimentaires et de gestion des risques de manière à assurer à tous un avenir plus sûr », insiste le rapport qui conclut qu'il existe de réelles opportunités pour forger les conditions d'un avenir climatique propice à une mondialisation solidaire et durable.